



CAFÉ CITOYEN

INVITATION

Le paradoxe des territoires ultramarins :
un niveau de vie plus faible mais un coût de
la vie plus élevé que dans l'hexagone.

LA VIE EST CHÈRE :
PARLONS-EN !

MER **13 NOV** 2024



 **18** PM

MAISON POUR TOUS
TROIS-RIVIÈRES

Johnny HAJJAR

Rapporteur de la commission
d'enquête sur le coût de la vie
dans les collectivités territoriales.



Merci de votre invitation !

Car nous devons combattre le populisme par la connaissance.

Parce qu'il est faux de dire :

- que l'information n'est pas diffusée
- que les politiques n'ont rien fait
- que personne ne s'occupe du peuple



Au programme ce soir

Exposé - 45 minutes

- Introduction : qu'est-ce que la vie chère ?
- la commission d'enquête : pourquoi ? comment ?
- les causes relevées
- les solutions proposées

Suivi de 45 minutes de questions/réponses

Vous pourrez récupérer le diaporama en ligne sur
<https://clic.mq/viechere>



La vie chère

alimentation

logement

essence



pièces détachées

voiture

internet



Intermarché



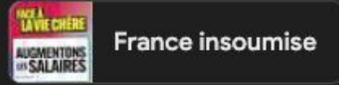
Martinique



Manifestation



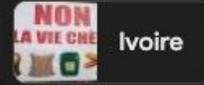
Stop



France insoumise



Guadeloupe



Ivoire



Septembre 2024



Vie chère



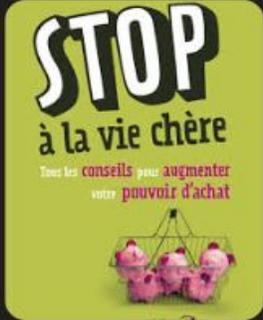
Editions Flammarion
Vincent Bonnecas...



France TV Pro
en Guadeloupe ? | FranceTvPro ...



Adobe Stock
Vecteur Stock Stop à la vie ...



Fnac
Philippe Lamboley ...



20 Minutes
Nous sommes des vaches à lait ...



Le Point
faut-il supprimer l'octroi de mer ...



Les archives de Calédosphère
Vie chère: qui est responsable ...



Le Poing
appelle à organiser le blocage du ...



Les Mousquetaires
priorité pour Intermar...



Le Figaro
140.000 manifesta...



Outre-mer la 1ère - Franceinfo
Ultramarins manifestent contre ...



afrik soir
Enfin le réveil des Ivoiriens ...



Pas que chez nous ...

- baisse du pouvoir d'achat
- inflation
- réduction des services publics
- sentiment de déclassement des classes moyennes

Marche contre la vie chère : 140000 participants selon les organisateurs, 30000 selon la police

La gauche unie dans la Nupes organise dimanche après-midi à Paris sa «marche contre la vie chère et l'inaction climatique» avec le renfort d'associations et de certaines fédérations syndicales, en voulant contribuer à l'ébullition sociale de l'automne.



Mais chez nous plus qu'ailleurs ?

A quel point ?

Pourquoi ?

-> Légendes urbaines, rumeurs, on-dits, il était important de formaliser les choses pour la première fois.



Quelques chiffres sur notre économie

Importations par an

2,7 Milliards EUR (hors produits pétroliers)

- dont 945 MEUR de produits de consommation courante
- dont :
 - alimentation : 519 MEUR (55%)
 - médicaments : 208 MEUR (22%)
 - textile/chaussures : 132 MEUR (14%)

Top des dépenses des ménages

1. Transport
2. Logement
3. Alimentation
4. Servies numériques

pour un PIB Martinique
de 9,5 Milliards EUR



Quel bilan de la mobilisation de 2009 ?

Succès ou échec ou demi-teinte ?

1. Loi Lurel
2. Bouclier Qualité-Prix sur 140 produits
 - avec revue annuelle



Constats de départ

- Inégalités de niveaux de vie entre l'Hexagone et les Outre-Mer
- Augmentation de l'insécurité, de la précarité, de la pauvreté et de l'extrême-pauvreté
- Immigration massive subie (Mayotte, Guyane)
- Déficit démographique (Martinique, Guadeloupe)
- Crises économiques, sociales et sanitaires récurrentes et plus intenses en Outre-Mer

Une situation de vie insupportable pour les populations des Outre-Mer



Pourquoi une commission d'enquête ?

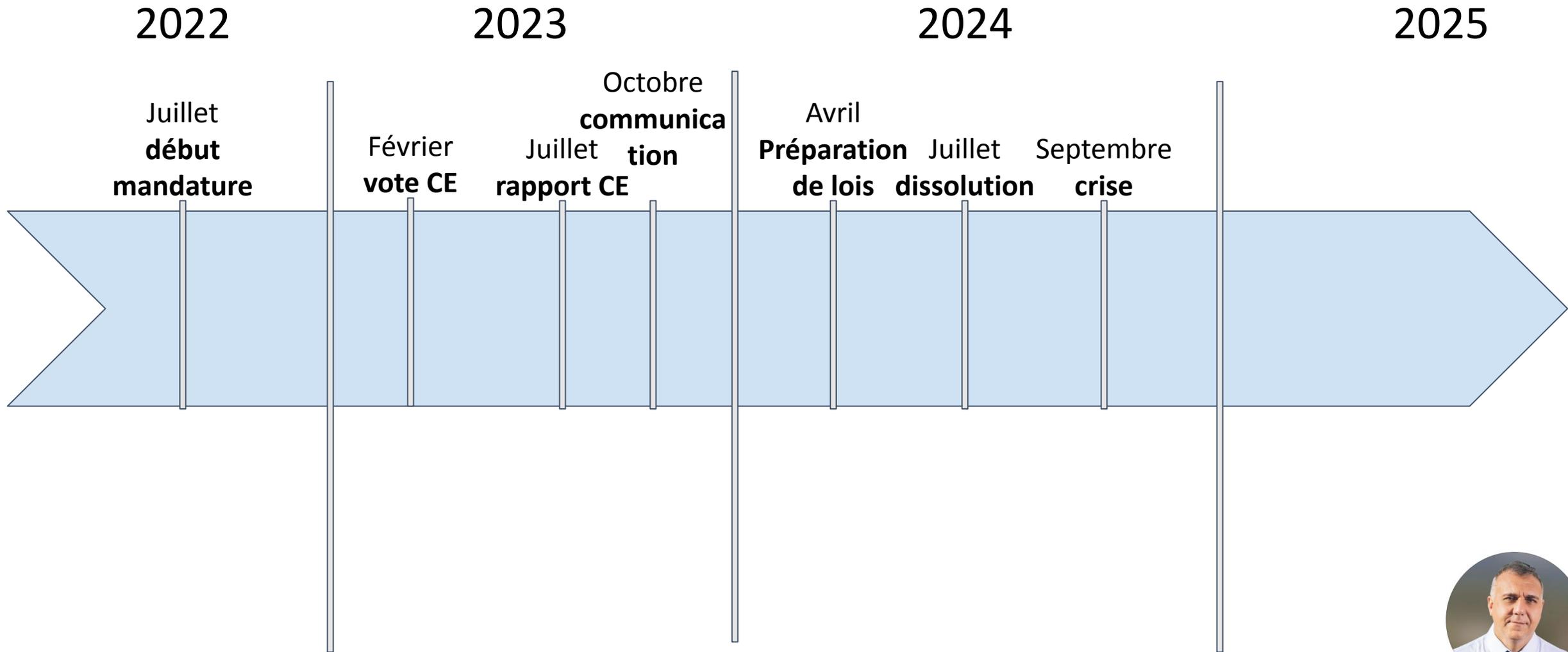
Pour formaliser les choses, de manière **objective publique** et **transparente**

Pour caractériser un phénomène pour la première fois sous le prisme du citoyen.

Pour profiter du moyen d'enquête le plus puissant de la République



Rappel des évènements



Limites de la démarche

- plusieurs actions à mener par différents acteurs publics (Etat, collectivités) et privés

-

Concrètement :

- CTM : adaptation des politiques publiques
- Assemblée nationale : passage des lois dans les niches
- Privé :



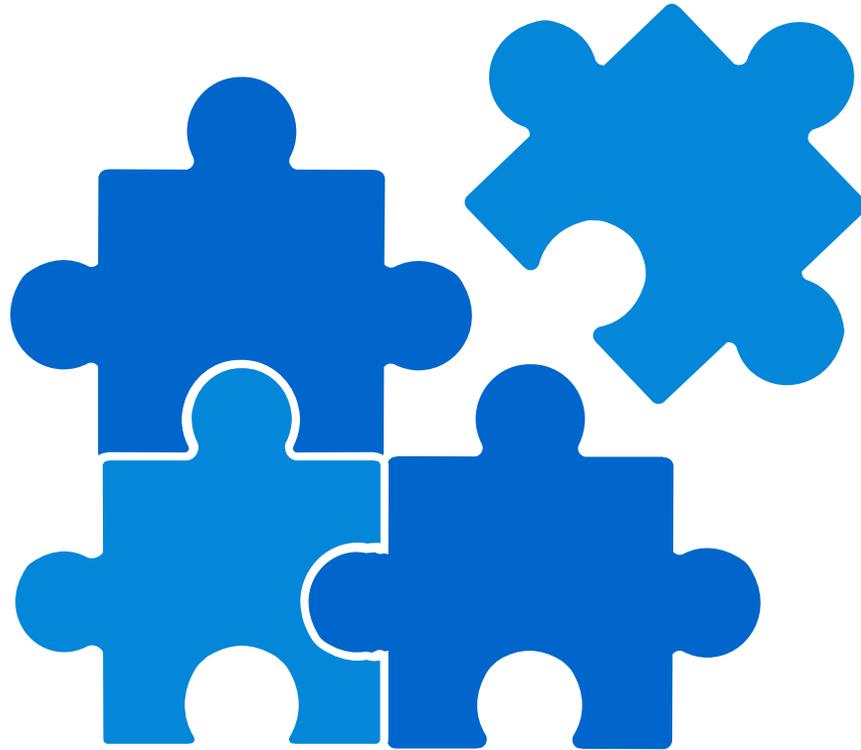
Causes structurelles et conjoncturelles

Le niveau
des
revenus

1

Le niveau
des prix

2



3

Faiblesse du
niveau de
service public
des
collectivités

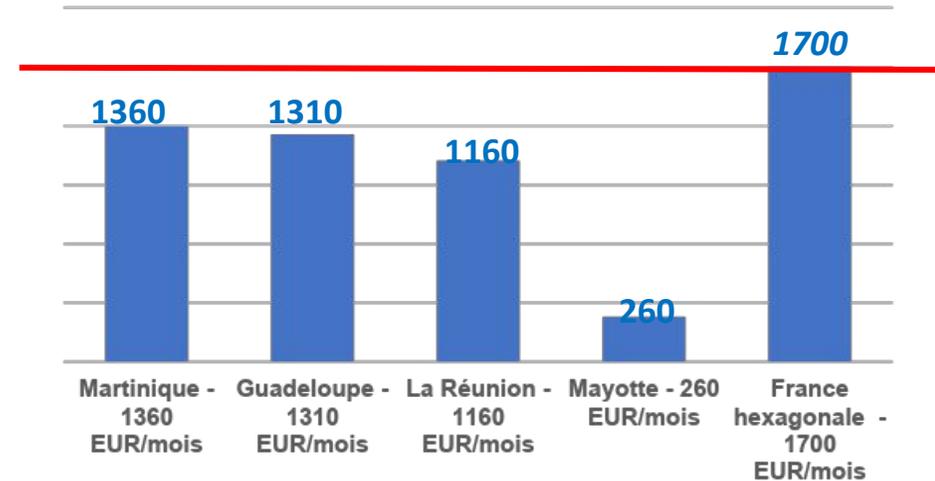
4

Faiblesse
du niveau
de service
public
d'Etat

Chiffres-clés

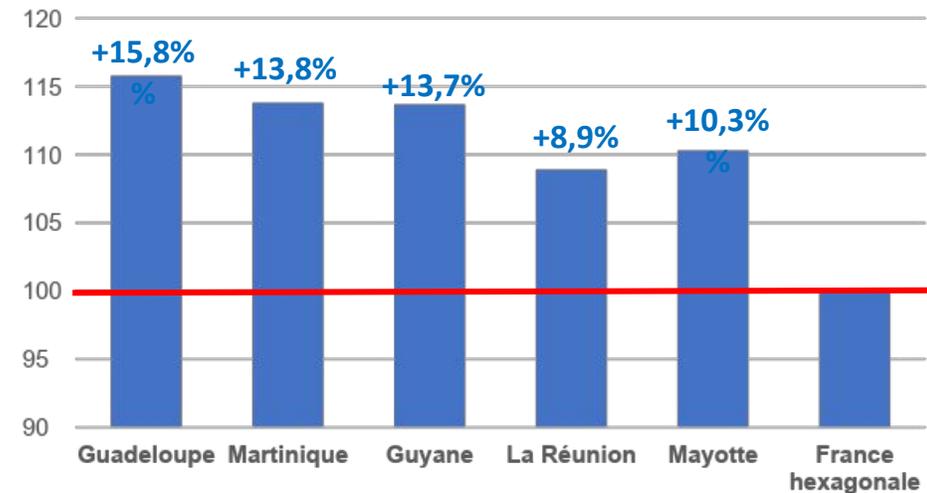
- Un niveau de vie médian qui reste très inférieur à celui constaté en France hexagonale

Source : enquête Insee Budget de famille de 2017



- L'écart de prix moyen en Outre-mer est en revanche nettement supérieur à ceux pratiqués dans l'Hexagone

Source : enquête Insee de comparaison spatiale des prix de 2022



Et jusqu'à +40% sur l'alimentaire



NIVEAU DE VIE ET PAUVRETÉ DANS LES DROM (DONNÉES 2017) ⁽³⁾

(en euros / en %)

	Niveau de vie médian par unité de consommation (en euros)	Taux de pauvreté au seuil de 60 % du niveau de vie médian <u>national</u> (en %)	Seuil de pauvreté local mensuel (seuil de 60 % du niveau de vie médian <u>local</u>) (en euros)	Taux de pauvreté au seuil local (seuil de % du niveau de vie médian <u>local</u>) (en %)
Guadeloupe	1 310	34	790	19
Martinique	1 360	33	820	21
Guyane	920	53	550	23
La Réunion	1 160	42	700	16
Mayotte	260	77	160	42
France hexagonale	1 700	14	1 020	15

Source : Insee, enquête Budget de famille 2017

Note de lecture : en 2017, le niveau de vie médian des Réunionnais est de 1 160 euros par mois et par unité de consommation. 42 % des Réunionnais ont un revenu inférieur au seuil national de pauvreté monétaire (60 % du niveau de vie médian national). Le seuil de pauvreté local (60 % du niveau de vie médian local) est de 700 euros à La Réunion ; 16 % des Réunionnais ont un niveau de vie inférieur à ce seuil.

DANS LES OUTRE-MER, DES TAUX DE CHÔMAGE ET D'INACTIVITÉ ÉLEVÉS

En 2021, le taux de chômage moyen, au sens du BIT, au sein des DROM est plus de deux fois plus élevé que celui de la France hexagonale

(en %)

	Taux de chômage	Taux d'inactivité
Guadeloupe	17	37
Martinique	13	35
Guyane	15	52
La Réunion	18	41
Mayotte	30	-
France hexagonale	7,7	27

Source : Insee, Enquête emploi en continu 2021

Note de lecture : en 2021, le taux de chômage au sens du BIT de La Réunion est de 18 % de la population des 15 ans ou plus. Le taux d'inactivité de la population des 15-64 ans est de 41 % à La Réunion.



(en %)

Fonction de consommation	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	41,8	40,2	39,4	36,7	30,2
Boissons alcoolisées et tabac	24,8	22,6	-2,1	27,3	40,0
Articles d'habillement et chaussures	7,4	8,5	-1,7	-2,5	-6,8
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles, dont :					
<i>Loyers</i>	4,4	2,5	9,7	4,7	n. d.
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	11,6	25,4	8,6	7,0	19,3
Santé	16,1	13,4	16,5	8,9	16,9
Transports	8,5	-4,7	5,8	-4,0	-4,7
Communications	36,0	37,4	35,3	24,5	11,9
Loisirs et culture	16,6	14,1	14,5	13,7	-0,2
Restaurants et hôtels	1,4	7,9	4,5	6,2	12,8
Biens et services divers, y c. enseignement	16,0	10,1	13,4	8,2	7,4
Ensemble, dont :	15,8	13,8	13,7	8,9	10,3
<i>Biens</i>	20,6	19,2	17,2	13,3	14,9
<i>Services</i>	10,5	7,5	9,9	3,8	n. d.
<i>Services hors loyers</i>	11,4	8,4	9,8	3,7	5,4

n. d. : non disponible.

Source : Insee, enquête de comparaison spatiale des prix 2022.



Dégradation du service public d'Etat

- Défiscalisation : baisse de 1 Milliard EUR à 500 M EUR
- Suppression de la TVA NPR
- Dotations en baisse pour les outre-mer
- (CRDS) : -500 MEUR sur les 20 dernières années (sur 1 Milliard)
- Transfert des compétences Etat->collectivités sans ajustement des moyens
 - collèges, lycées, routes, télécoms
- RGPP (2007-2012)
- et bien d'autres secteurs touchés : santé, justice, police



Le sous-financement des collectivités

Baisse de recettes pour les collectivités :

- par baisse démographique = moins de contribuables
- niveau des revenus qui n'augmente pas = moins de financement public dédié au territoire
 - les jeunes diplômés ne rentrent pas, moins de création de richesse
- impôts locaux déjà élevés

Or, vieillissement de la population = augmentation des dépenses



Des causes structurelles



- Economie de rente
- Modèle économique captif
- Concurrence limitée
- Importation massive



- Faible production locale basée sur la monoculture
- Dominants accaparants les terres



- Problématiques sociales
- Dépendance au secteur public local



Des causes plus récentes

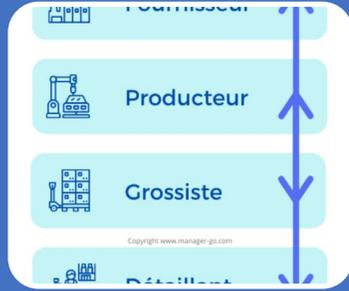


Schéma de concentration verticale et horizontale



Acteurs économiques "faiseurs de prix"



Petits producteurs captifs et soumis au pouvoir économique des grands groupes



Facteurs aggravants



Manque de transparence des acteurs de la grande distribution (comptes, marges ...marges arrières)

Inefficacité des outils mis en place par l'état pour la connaissance, le contrôle et la régulation



Sous-financement des collectivités territoriales, défavorisées dans l'attribution des dotations

TVA prélevée par l'Etat non perçue par les collectivités

TVA



Qu'est-ce qui explique tout ça ?

**facteurs
aggravants**

manque de transparence
manque de contrôle
sous-financement des
collectivités

**cause plus
récentes**

concentration verticale
concentration horizontale
petits producteurs captifs

**facteurs
structurels**

Economie de rente
faible production locale



Concentration verticale - les intermédiaires

SCHEMA D'APPROVISIONNEMENT POUR UN CONTENEUR D'ASSEMBLAGE (MODELE FREQUENT DANS LES DROM-COM)

	Intervenants chaine logistique	Type	Prestation
1/	Usine	marchandise	production grande quantité
2/	Transporteur	marchandise	
3/	Plateforme logistique Distributeur	marchandise	stockage grande quantité
4/	Transporteur du transitaire ou de la plateforme	marchandise	
5/	Entrepôt du transitaire	marchandise/conteneur	palettisation, assemblage, empotage
6/	Transporteur du transitaire pour mise à quai	conteneur	
7/	Douane export	conteneur	
8/	Terminal / Manutentionnaire	conteneur	réception et manutention pour mise à bord
9/	Compagnie maritime	conteneur	
10/	Terminal / Manutentionnaire	conteneur	Débarquement et mise sur zone import
11/	Douane import	conteneur	
12/	Transport du transitaire pour livraison sur entrepôt	conteneur	
13/	Entrepôt du transitaire	conteneur/marchandise	dépotage
14/	Transporteur magasin	marchandise	
15/	Magasin	marchandise	mise en rayon pour vente



Concentration verticale - les intermédiaires

SCHÉMA D'APPROVISIONNEMENT POUR UN CONTENEUR PLEIN

	Intervenants chaine logistique	Type	Prestation
1/	Usine	marchandise	production grande quantité - empotage en usine
2/	Transporteur du transitaire (ou de la compagnie)	conteneur	Livraison directe à quai
3/	Douane export	conteneur	
4/	Terminal / Manutentionnaire	conteneur	réception et manutention pour mise à bord
5/	Compagnie maritime	conteneur	
6/	Terminal / Manutentionnaire	conteneur	Débarquement et mise sur zone import
7/	Douane import	conteneur	
8/	Transporteur du transitaire (ou de la compagnie)	conteneur	Prise directe à quai pour livraison magasin
9/	Magasin	marchandise	mise en rayon pour vente

Source : CMA CGM – Réponses aux questions écrites du rapporteur.

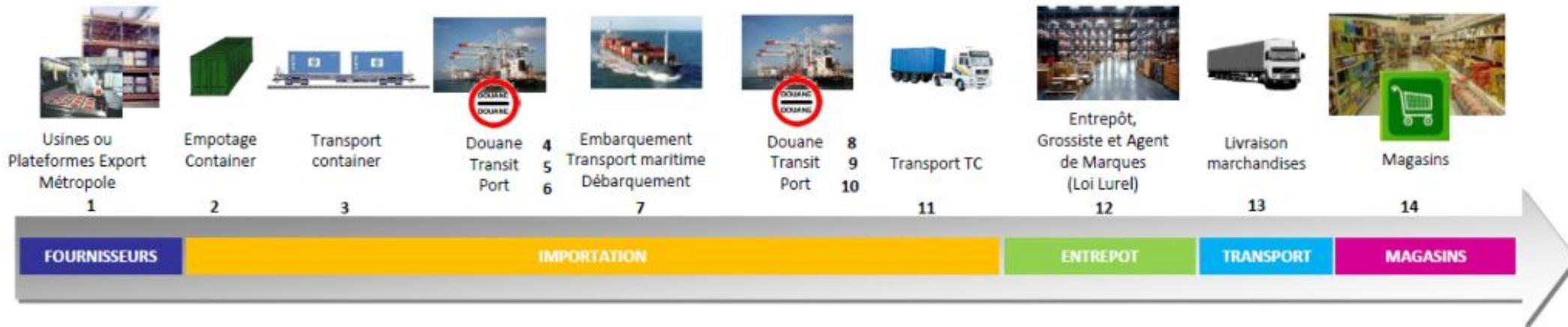


Concentration verticale



Circuit dans l'hexagone

- Circuit d'approvisionnement Martinique : 14 opérateurs



Concentration verticale

La multiplication des intermédiaires permet l'addition des marges

Acteur	Marge	Valeur
Acteur 1	3%	100
Acteur 2	3%	103
Acteur 3	3%	106
Acteur 4	3%	109
Acteur 5	3%	113
Acteur 6	3%	116
Acteur 7	3%	119
Acteur 8	3%	123
Acteur 9	3%	127
Acteur 10	3%	130
Acteur 11	3%	134
Acteur 12	3%	138
Acteur 13	3%	143
Acteur 14	3%	147

x 1,47

**soit 47%
d'augmentation**



Concentration verticale

Q : Pourquoi garder autant d'intermédiaires ?

Ce ne sont pas les étapes qui ne sont pas nécessaires, c'est qu'elles sont réalisées par des sociétés différentes, mais qui appartiennent souvent au même actionnaire.

Q : Pourquoi les mêmes rôles ne sont pas intégrés au sein de la même société ?

R : - ne pas atteindre les 50 employés pour réduire les avantages sociaux

- permettre de multiplier les marges sans que cela se voit frontalement
- compliquer le contrôle des prix et des marges en complexifiant la traçabilité



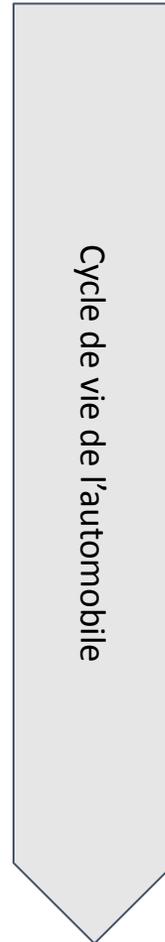
Concentration horizontale

- Maîtrise des chaînes d'activités différentes :
 - automobile
 - agriculture
 - distribution spécialisée (sport, bricolage, construction)
 - grande distribution
- plusieurs marques au même propriétaire, pour simuler une concurrence



Concentration croisée verticale + horizontale

Effet combiné de concentration verticale dans la concentration horizontale



Concessionnaire



Pièces détachées



Pneus



Services d'entretien



Essence



Assurance



Casse



Quelques paramètres supplémentaires

- Les marges arrière
- La TVA
- L'octroi de mer



Moyens insuffisants pour le contrôle

L'OPMR Martinique est une structure ad-hoc de l'Etat.

Son président est un juge affecté en Guadeloupe, qui pilote tous les OPMR des DFA.

Aucun agent administratif n'est affecté à cet organisme.

Autant dire qu'il n'y a aucun arbitre sur le terrain.



La vie chère, une fatalité ?

Nous sommes face à des groupes économiques qui se comportent en **ultra-capitalistes**, alors que nous sommes un **marché vulnérable**.



Comment s'en sortir ?

1. Avoir une vision politique globale prenant en compte nos singularités
2. Rapatrier la stratégie de développement en local
3. Faire contribuer les populations aux choix
4. Réformer le modèle économique actuel



« Plan de déchochage économique et social »

le rapport propose d'agir structurellement et conjoncturellement simultanément :

un « **plan de déchochage économique et social en faveur des Outre-mer** »

- décliné en **68 mesures**
- à associer en fonction des réalités et singularités propre à chaque territoire,
- à traduire dans une programmation concrète à court, moyen et long terme



A court terme

- **Rétablir les plafonds de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables ultramarins,**
- **affecter les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des trois départements d'outre-mer dans lesquels elle existe aux ménages modestes sous la forme d'une allocation destinée à acheter des services et des produits issus des circuits courts**
- **Majorer les prestations sociales légales versées Outre-mer d'un complément égal au différentiel de coût de la vie avec l'Hexagone.**
- **Contrôler les concentrations Outre-mer dans tous les secteurs économiques dès que le chiffre d'affaires réalisé dans les territoires ultramarins atteint 5 millions d'euros.**
- ***réformer les règles d'attribution des fonds du programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (Posei)***



A moyen terme

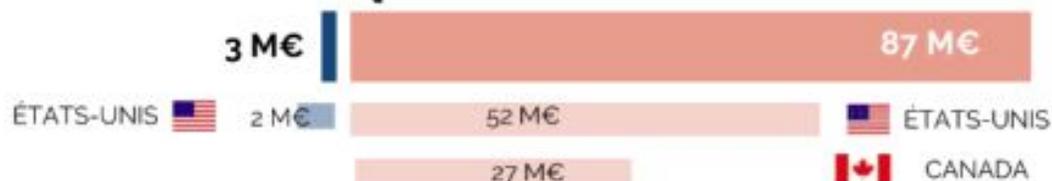
- **Créer des zones franches globales et des ports francs**
 - des territoires zéro charges fiscales et sociales, où les TPE et PME seraient exonérées pendant dix ans de cotisations fiscales et sociales,
 - à condition de créer des emplois et de recruter,
 - en étant aidées pour embaucher des résidents du territoire ultramarin concerné.
- **Créer des activités nouvelles, des emplois et créer de la richesse supplémentaire**
 - créer des filières industrielles de transformation et d'exportation
 - développer les filières de savoir et de contenu : logiciels, création numérique
- **Accompagner les petits producteurs, les petites et moyennes entreprises** dans leur développement dans une logique de **démocratie économique**
- **Des priorités stratégiques et politiques**
 - augmenter la production locale, la diversification, Développer les échanges économiques avec les bassins régionaux voisins,
- **Rétablir le montant des dotations des collectivités au niveau de 2013**



Echanges avec la Caraïbe embryonnaires



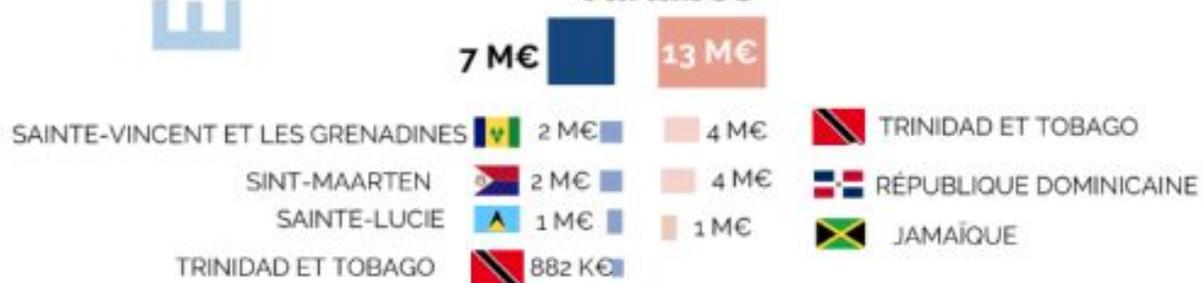
Amérique du Nord



Amérique du Sud



Caraïbes



IMPORTS

EXPORTS



A long terme

- Enfin, dans le respect de la volonté des peuples et des populations des territoires ultramarins, **poursuivre la concertation et la réflexion sur le plan institutionnel**,
 - en envisageant le transfert aux collectivités ultramarines qui le souhaitent du pouvoir normatif nécessaire au développement notamment économique et social
- De surcroît, il conviendrait **d'encourager l'État à co-construire ses politiques publiques avec les collectivités locales ultramarines.**



Quelques unes des solutions proposées



Mesures sur les revenus :

- Créer des zones franches (TPE, PME)
- Augmenter les salaires ultramarins
- Rétablir les plafonds de réduction d'impôts sur le revenu OM
- Affecter les recettes de TVA sous forme d'allocation...
 - Majorer les prestations sociales légales versées Outre-mer d'un complément égal au différentiel de coût de la vie avec l'Hexagone..

Mesures sur les prix :

- Renforcer la continuité territoriale pour le transport de marchandises
 - Compléter et mettre en cohérence le droit de la concurrence, le droit de la consommation, le droit des négociations commerciales
 - Contrôler les concentrations Outre-mer dans tous les secteurs économiques dès que le chiffre d'affaires réalisé dans les territoires ultramarins atteint 5 millions d'euros.

Mesures pour les services publics locaux

- remettre le sens du service AU public au centre
- installer une transparence sur les rapports, traitements
- pratiquer une évaluation régulière des politiques publiques permettant de les réviser dynamiquement
- rétablir le niveau des dotations à celui de 2013



Place aux échanges !

INVITATION

Le paradoxe des territoires ultramarins :
un niveau de vie plus faible mais un coût de
la vie plus élevé que dans l'hexagone.

LA VIE EST CHÈRE :
PARLONS-EN !

MER **13 NOV** 2024



MAISON POUR TOUS
TROIS-RIVIÈRES

 **18** PM

Johnny HAJJAR

Rapporteur de la commission
d'enquête sur le coût de la vie
dans les collectivités territoriales.

Merci !

